

Migration, budget de la zone euro, Défense : le Conseil européen doit décider

Mardi 12 juin 2018

Intervention en séance plénière lors du débat sur la Préparation de la réunion du Conseil européen des 28 et 29 juin 2018 (débat)

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le vice-Président, Madame la représentante du Conseil, le Parlement européen respecte l'existence du Conseil européen, de fait, mais j'ai l'impression que la réciproque n'est pas toujours vraie.

Vu l'enjeu de ce Conseil européen, je m'étonne quand même que M. Donald Tusk ne juge jamais utile de venir échanger avec la représentation parlementaire.

Car dans quel contexte sommes-nous? Nous venons de vivre un G7 où le président Trump semble ignorer ce qu'est la solidarité transatlantique ou même la bonne coopération transatlantique. Nous sommes dans un contexte où Mme Theresa May, après avoir pris la tête d'un gouvernement chargé d'organiser le Brexit, est incapable de dire ce qu'elle veut pour le futur de son pays. Tout cela fait peser sur l'avenir européen une responsabilité immense alors que ce Conseil devra traiter à la fois des questions de migration, de la question de la réforme de la zone euro et de la question de la défense.

Nous souhaiterions donc savoir comment M. Tusk compte proposer une feuille de route sur le futur de l'Union européenne pour obtenir un bon accord au regard de ces trois éléments indispensables, pour que chacun de nos concitoyens puisse continuer à avoir confiance en l'Union européenne et ne lui tourne pas le dos, comme nous venons de le voir en Italie.